

Comment les fonds de pensions européens alimentent l'occupation israélienne

Description

Cinq des plus grands fonds de pensions possèdent plus de 5 milliards de dollars d'investissement dans des entreprises faisant affaires dans les colonies israéliennes, nous explique un récent rapport.



Un certain nombre d'Etats membres de l'Union Européenne ont publié un avertissement contre le fait de traiter avec des entités israéliennes impliquées dans les activités des colonies [Mikkel Bahl/Danwatch]

Par Nigel Wilson

Ramallah – Les cinq plus importantes caisses de retraites européennes ne suivent pas les politiques officielles de leurs gouvernements en investissant dans des entreprises qui font affaires dans les colonies illégales israéliennes, affirment des analystes.

« Si les citoyens et les entreprises savent de manière directe l'engagement de politique étrangère de leurs gouvernements – une solution – deux États, ne revient-il pas alors à ces gouvernements d'explorer des moyens de soit mieux réglementer leurs entreprises, soit de s'assurer que le droit et la législation nationale soient correctement appliqués ? » questionne Hugh Lovatt, un analyste politique et chef de projet Israël/Palestine au Conseil Européen sur les Relations Etrangères.

Ses remarques arrivent après qu'un récent rapport ait révélé que les cinq plus grandes caisses de retraites européennes possèdent plus de 8 milliards de dollars d'investissements dans des entreprises faisant

affaires dans les colonies illégales.

Une enquête menée par l'organe de presse danois Danwatch a permis de découvrir que des caisses de retraites en Norvège, au Danemark, en Suède et aux Pays Bas ont investi des milliards d'euros dans 36 entreprises impliquées dans les colonies en Cisjordanie occupée et Jérusalem Est.



Les colonies illégales israéliennes freinent l'économie palestinienne et sont considérées comme un obstacle majeur à la solution à deux États [Mikkel Bahl/Danwatch]

Les colonies illégales israéliennes ralentissent l'économie palestinienne et sont considérées comme un obstacle majeur à la solution à deux États. Dans une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies passée en Décembre 2016, les colonies israéliennes sont accusées d'être « une violation flagrante du droit international ».

La politique étrangère européenne concernant Israël/Palestine est basée sur la solution à deux États et l'applicabilité du droit international dans les territoires palestiniens occupés, souligne Lovatt. Un certain nombre d'États membres de l'Union Européenne ont envoyé des avertissements aux entreprises, les mettant en garde contre les risques financiers, légaux et de réputation liés à traiter avec des entités israéliennes impliquées dans les activités des colonies.

« Il y a ce problème de violation possible du droit international. C'est le problème général d'apporter une assistance matérielle aux activités illicites d'Israël, ce qui est un cas assez clair d'aide à la violation de la Convention de Genève ainsi qu'à d'autres pratiques illicites, » explique Lovatt à Al Jazeera.

La liste d'entreprises de Danwatch contient des sociétés israéliennes et internationales cotées en bourse avec des activités dans les territoires occupés, dont celles dans les secteurs de la sécurité, les communications, la finance et la construction.

« Les 36 entreprises de notre liste ne respectent pas les recommandations des Nations Unies car elles contribuent, à différents degrés, à impacter négativement les droits humains palestiniens », a déclaré à Al Jazeera Mikkel Bahl, un journaliste qui a travaillé sur l'enquête.

Dans ses Principes Directeurs sur les Affaires et les Droits Humains, l'ONU a établi des lignes directrices en matière de responsabilité des entreprises, indiquant que les sociétés devraient éviter d'enfreindre les droits humains d'autrui et interpeler les instances des régions dans lesquelles elles se trouvent quand celles-ci enfreignent les droits humains.

« Ces caisses de retraites affichent toutes une politique d'investissement responsable sur leurs sites internet, et elles se réfèrent aux recommandations des Nations Unies et à l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques », explique Bahl.

« Elles disent à leurs clients qu'elles respectent ces recommandations internationales et qu'elles assurent de ne pas contribuer à affecter négativement les droits humains. »

Le plus gros investisseur cité dans l'enquête est le fond de pension du gouvernement norvégien, Statens Pensjonsfond Utland, possédant 5,2 milliards d'euros (5,6 milliards de dollars) d'investissement répartis dans toutes les entreprises listées.

Deux fonds de pensions néerlandais, « Stichting Pensioenfond ABP » et « Pensioenfond Zorg en Welzijn », ont tous les deux plusieurs millions de dollars d'investissements dans un certain nombre d'entreprises, dont Caterpillar, qui fournit les bulldozers utilisés pour démolir les maisons palestiniennes dans les territoires occupés.

Le fond de pension suédois, « Alecta Pensionsforsakring », possède des investissements dans une seule entreprise de la liste, le Groupe Volvo, dont les pelleteuses sont utilisées dans des démolitions de propriétés palestiniennes. Volvo détient également une partie du fabricant de bus israélien Merkavim, qui fournit les bus blindés qui parcourent les territoires occupés.

Et enfin, la caisse de retraite danoise, « Arbejdsmarkedets Tillaegspension » (ATP), possède des investissements chez Priceline Group Inc, qui appartient Booking.com, un portail de voyages qui permet de réserver des chambres d'hôtel dans les colonies de Cisjordanie ; et chez Siemens, qui fournit un système de contrôle routier pour les routes israéliennes en Cisjordanie.

« Stichting Pensioenfond ABP » qui a été invitée à commenter le rapport de Danwatch, a noté qu'au cours des années à venir, elle réévaluerait et déciderait dans quelles sociétés de la liste sont envisageables des investissements responsables et durables et seront par conséquent incluses dans son portefeuille d'investissements. »

« Pensioenfond Zorg en Welzijn » a déclaré à Al Jazeera dans un communiqué : « nous demandons à toutes les entreprises dans lesquelles nous investissons qu'elles respectent les standards internationaux communément acceptés au sujet de l'environnement, des conditions sociales et des droits humains », sans se prononcer spécifiquement sur la façon dont le sujet du soutien aux colonies israéliennes est inscrit dans cette déclaration.

« NBIM », qui gère le fond de pension Statens Pensjonsfond Utland, souligne que certaines entreprises de la région ont été exclues de la caisse de retraite « à cause de sérieuses violations des droits individuels dans une situation de guerre ou de conflit ». Cependant NBIM ne s'est pas prononcé sur les entreprises

citées par Danwatch, qui ne figuraient pas sur la liste des entreprises exclues fournie par la société.

Alecta a refusé tout commentaire, alors qu'ATP a déclaré qu'après le rapport de Danwatch, la caisse de retraite avait enquêté sur les détails de chacune des entreprises dans lesquelles elle investissait, et ne trouva pas que leur activité était de nature controversée.

Le Conseil des Droits Humains des Nations Unies a annoncé en 2016 qu'il établirait une liste de noms d'entreprises faisant des affaires dans les territoires occupés. La base de données, qui devrait être publiée cette année, pourrait être référencée par toute organisation investissant dans des entités qui pourraient être impliquées dans l'occupation de terres palestiniennes.

Lovatt remarque que pour les fonds de pensions détenus par un gouvernement, il existe bien plus d'obligations pour l'Etat d'assurer le respect des recommandations et du droit international. Parmi les cinq fonds de pensions étudiés par Danwatch, seule la Statens Pensjonsfond Utland de Norvège appartient en totalité au gouvernement.

« Cela illustre le niveau en termes d'obligations car, pour les gouvernements, il existe un certain nombre de solutions du Conseil de Sécurité et d'autres choses qui en fait parle bien plus la responsabilité des Etats tiers, » explique Lovatt.

Traduction Lauriane G. Pour l'Agence Media Palestine

Source: [Al Jazeera](#)

date créée
2017/02/23